

Italie. Une transition très compliquée (II)



Par

Pietro Basso,

Fin janvier arrive *officiellement* le Covid-19 et, de fin février à début juin, des portions toujours plus étendues du pays ont été mises en *lockdown* (confinement). Ce qui n'est pas resté sans conséquence sur la stabilisation du nouveau gouvernement qui commençait déjà à prendre l'eau, alors qu'il avait tardé à prendre les dispositions nécessaires malgré les nombreux signaux d'alarme déclenchés sur le plan international.

Arrive alors la pandémie et...

Sans parler ici du *Plan national de préparation et de réponse à une pandémie de grippe*, adopté par le Ministère de la santé en 2007 déjà et qui est resté dans les tiroirs. Pire même, entre 2007 et 2020, les structures de médecine préventive territoriale ont été démantelées, alors qu'elles sont fondamentales en cas de pandémie, que ce soit pour la prévention ou pour les soins.

L'arrivée et la diffusion du Covid 19 en Italie sont passées par les voies des filières productives qui vont de la région de Bergame, en particulier de la Val Seriana, jusqu'en Chine, filières qui couvrent toute l'agglomération milanaise et que les industriels de l'Assolombarda (l'association patronale du Milanais, membre de la Confindustria) ont catégoriquement refusé de fermer leurs établissements. Même durant les moments les plus graves, en Lombardie, épiscentre de l'épidémie, les 3/4 des ouvriers d'usine ont travaillé sans interruption. Le gouvernement Conte 2 a capitulé devant les exigences de la Confindustria. Il a laissé tourner une importante gamme d'activités non essentielles; et malgré cela, Giuseppe Conte est parvenu à se donner une image d'efficacité et d'arbitre au-dessus des parties.

Dans les faits, cette dure période a fait remonter à la surface les conséquences anti-sociales de la dernière décennie en termes de coupes dans le personnel sanitaire du pays, amputé de quelque 100'000 unités, et dans les structures hospitalières, avec la suppression de 70'000 lits et l'amputation du fonds sanitaire national de 37 milliards d'euros, soit 1/4 de son montant de l'époque (autour de 117 milliards d'euros actuellement).

Ainsi les mesures urgentes prises par le gouvernement Conte 2 ont consisté, pour l'essentiel, à masquer les inefficacités et les vides résultant de cette politique, qui au demeurant a particulièrement frappé la Lombardie, où la privatisation et la rentabilisation de la santé ont été plus importantes qu'ailleurs, tandis que les instruments de la prévention et de la médecine territoriale ont été pratiquement mis à bas.

Et les résultats sont là. L'Italie détient le deuxième record européen en nombre de morts (plus de 36'000) alors qu'elle est au cinquième rang en termes de contaminations. Et il faut préciser que seules les grèves organisées par les syndicats indépendants SI Cobas dans le secteur de la logistique et les grèves spontanées qui ont éclaté dans les fabriques de la métallurgie et des machines ont permis de poser la question des mesures de sécurité urgentes à prendre sur les lieux de travail.

La détermination des patrons à ne pas fermer les usines et les entrepôts a prévalu et, malgré l'inexistence de statistiques sociales en la matière, on peut affirmer sans crainte de se tromper qu'outre le personnel hospitalier, ce sont les travailleurs de l'industrie et leurs familles qui ont payé le tribut le plus lourd. La diffusion de la pandémie et les peurs que cela a suscité dans la population ont été instrumentalisées par le gouvernement et par les appareils d'Etat pour imposer aux salarié·e·s et à la population en général un climat de *cohésion nationale*, obtenu par le biais de mesures apparemment rigides pour tous, passant par un contrôle physique capillaire sur toute la population par le biais des polices, de la protection civile, des carabinieri, de l'armée, en interdisant aussi toute forme de mobilisation sociale, depuis les manifestations du 8 mars jusqu'à celles de début juin. Giorgio Agamben est trop emphatique, lorsqu'il affirme qu'entre mars et mai les gouvernants ont « suspendu et violé les droits et les garanties constitutionnels qui n'avaient jamais été mis en question, même pas au cours des guerres mondiales et du fascisme ». Il n'en reste pas moins que les autorités ont cueilli au vol l'occasion fournie par la diffusion du Covid pour réaliser une *grande répétition générale prolongée de l'état d'urgence ou d'exception* [3].

Le gouvernement Conte 2 a manœuvré habilement, sans brutalité manifeste, en étendant à la société entière les modalités d'une gouvernance *just in time*, moyennant une avalanche de décrets du président du Conseil des ministres et du gouvernement. En appliquant à toute la population les méthodes utilisées depuis des années pour gouverner contre les émigrants et les immigrées, à travers un «infra-droit de type administratif» qui ne cesse de générer des normes extra-légales ou anti-légales, à imposer des interprétations particulières de lois existantes ou des normes se substituant aux lois, réorientant ainsi les pratiques quotidiennes des institutions et des acteurs de l'immigration.

De cette manière, observe Iside Gjerji, les organes des exécutifs ou des administrations s'arrogent un double pouvoir, celui de disposer (pouvoir législatif de fait) et celui d'ordonner (pouvoir de contrôle, exécutif de fait), parvenant ce faisant à satisfaire plus rapidement les exigences propres du système [4]. C'est cette même dynamique qui était à l'origine du projet de réforme du premier ministre Matteo Renzi et de la ministre Maria Elena Boschi (dite réforme constitutionnelle Renzi-Boschi, en 2016, soumise à référendum), une tentative de

concentrer les pouvoirs dans les mains du chef du gouvernement, qui a été refusée par votation référendaire en décembre. Mais elle est devenue réalité avec le gouvernement Conte 2. C'est une réalité tissée d'autoritarisme, qui permettrait à un *scientifique* d'invoquer à la télévision l'emploi de l'armée sur grande échelle, pour faire respecter les prescriptions du binôme gouvernement-science...

L'autre opportunité saisie au vol par le Conte 2 réside dans la décision de l'UE de suspendre les normes dérivées du *Fiscal Compact*, afin de permettre de dépasser le déficit budgétaire sans limites, et qui va être porté à 10.8% cette année. Cela a permis à l'exécutif d'édicter trois décrets budgétaires (nommés *Cura Italia*, *Rilancio e Agosto*), totalisant 100 milliards d'euros d'endettement supplémentaire, avec une dette publique totale qui est passée à 160% du Produit intérieur brut (PIB). Plus de la moitié de cette fortune a fini dans les caisses des entreprises ou a été dépensée en leur faveur, essentiellement pour des allègements fiscaux ou des exemptions de charges, des contributions à fonds perdu, des garanties publiques pour des financements bancaires. D'après des estimations syndicales, c'est 60% de ces dépenses qui seraient allées aux entreprises, contre 36% aux salariés et indépendants [5].

En ayant mobilisé cette somme gigantesque, qui vient s'ajouter au déficit public, et en profitant du climat de peur amplifié par plusieurs médias qui distillent de manière obsessionnelle des décomptes sur les contaminations, l'exécutif PD-M5S est parvenu à ce jour (6 octobre) à limiter au maximum les conflits sociaux après les grèves de mars. Les résultats favorables des récentes élections régionales et communales reflètent la capacité de la coalition gouvernementale à gérer cette situation inédite, voire peut-être à parvenir à une baisse du PIB inférieure à la moyenne européenne et, du moins pour l'heure et apparemment, à une seconde vague moins virulente qu'au Royaume-Uni, en France et en Espagne.



Carlo Bonomi, le nouveau patron de la Confindustria

... Bonomi

En plein milieu de la double crise sanitaire et économique a été nommé le nouveau président de la Confindustria, Carlo Bonomi, un industriel du secteur de la santé, élu par 99.99% des voix, faisant partie du noyau des industriels qui se sont opposés avec virulence à toute fermeture des usines. Son discours d'intronisation a bien exprimé la détermination féroce du

patronat à retrouver ses profits après ce qui n'a pas été un effondrement économique pour tout le monde. Citons de larges extraits du blog *Il pungolo rosso* [6].

«Avec la sortie [de la Confindustria] de la Fiat de Marchionne (en 2011) et dans les années suivantes celles de Finmeccanica, UnipolSai, Salini Impregilo, Luxottica, etc., l'association historique des industriels, autrefois sponsor du fascisme, puis de la Démocratie chrétienne, a perdu de son influence politique, en même temps que le secteur bancaire montait en puissance. Carlo Bonomi veut en faire aujourd'hui le vrai parti politique des capitalistes. Dans cette logique, il ne préconise plus aucune forme de délégation à l'adresse des partis politiques, notamment gouvernementaux, victimes selon ses propos d'un »fort préjugé anti-entreprises« .

«Le programme de Bonomi peut se résumer ainsi: *tout aux entreprises, tout pour les entreprises, tout à travers les entreprises*. Tout *aux* entreprises parce que Bonomi repousse l'idée d'étaler le paiement des impôts et défend la remise des compteurs à zéro, revendique une fiscalité des entreprises qui soit un »levier de croissance« et plus légère: avances à fonds perdu, défiscalisation du capital, grands investissements publics en donnant la priorité à l'industrie 4.0 et à la finance 4.0. Tout *pour* les entreprises, dans le sens où l'Etat doit intervenir comme acteur de la dépense et de l'endettement, sans toutefois »redevenir gestionnaire de l'économie«, tâche revenant exclusivement aux capitalistes. Tout *à travers* les entreprises, car »elles seules et les marchés peuvent procurer des revenus et du travail à des millions d'Italiens«, et personne ne peut les remplacer dans cette noble mission.

«Et les syndicats ? »Ils doivent changer« et accepter, par exemple, qu'à la table des négociations ce sont les patrons qui présentent leurs revendications et les objets des négociations. Ce qui signifie, premièrement l'accroissement de la productivité, deuxièmement la prédominance des contrats collectifs d'entreprise sur ceux nationaux (le coup de grâce au contrat collectif national), troisièmement l'assujettissement au carcan des contrats signés: »il faut respecter les engagements« (mettant fin à la lutte revendicative offensive).

«Quant aux prolétaires de l'industrie, Carlo Bonomi leur dédie une citation de Luigi Einaudi expliquant la décadence de l'Empire romain. Selon ce libéral-esclavagiste, »à force de faire des promesses politiques, ceux qui exerçaient le commandement sur les citoyens romains les ont amenés à dédaigner leur statut de travailleurs-soldats, poussés qu'ils étaient par l'illusion d'être pris en charge par l'Etat«. Or seules les entreprises peuvent être entretenues par l'Etat! Ainsi Bonomi a donné son accord au prêt, garanti par l'Etat, de 6.3 milliards d'euros en faveur de Fiat Chrysler Automobile (FCA), à condition qu'ils soient investis en Italie».

Après son entrée en fonction, le nouveau président de la Confindustria a alterné des attaques encore plus dures contre les travailleurs – pas d'augmentations salariales dans les contrats! – et des appels au gouvernement, sans rien lâcher de son message »simple et révolutionnaire«, selon ses chantages. Le message de ce patron de la sidérurgie galvanise le patronat. Il a eu un premier effet avec la rupture des négociations (qui devenaient factices) autour du contrat collectif de l'industrie de la métallurgie et des machines, entre l'association patronale Federmeccanica et les centrales syndicales du secteur: FIOM, FIM et UIL. Cela a donné naissance à une proposition de *Pacte pour l'Italie*, un vrai pacte léonin. On peut le rattacher au précédent *Pacte pour la fabrique* que la Confindustria avait imposé, le 9 mars 2018, aux trois grandes centrales syndicales nationales, CGIL, CISL et UIL. Il s'agissait de »moderniser« le système des relations industrielles, »afin d'améliorer la compétitivité à travers l'accroissement de la productivité des entreprises«, pour »permettre ainsi aux entreprises italiennes d'affronter les défis résultant de marchés toujours plus globalisés«.

C'était là de solides repères pour bloquer toute revendication salariale ou normative en cas d'incertitudes ou de crise économique. Or, même dans les secteurs qui continuent à assurer des profits, la Confindustria veut que le salaire devienne une variable totalement subordonnée aux besoins de l'entreprise, aux exigences d'une compétitivité devenue des plus rudes sur le plan international. Comme dans les manuels, le capital veut ici transformer sa propre crise en crise du travail. «Nous ne sommes plus dans les années 70», est le funeste commentaire de Bonomi, qui n'envisage tout au plus, comme seule concession *salariale*, le *welfare d'entreprise* [7], qui lie davantage le salarié à l'entreprise et fait avancer l'œuvre de démolition des systèmes de santé et de retraite.

Dans cette optique, le *Pacte pour l'Italie* et les contrats collectifs à zéro augmentation de salaire (le dernier contrat de la métallurgie et des machines s'est conclu sur une augmentation salariale moyenne de 7 euros...) sont une manière d'entériner des décennies de «concertation» qui ont vidé les contrats nationaux et anéanti l'organisation ouvrière au sein des fabriques. En guise de compensation, les syndicats CGIL, CISL et UIL ont obtenu des règles sur la représentation des salariés dans les négociations, règles qui barrent définitivement la route à tout syndicalisme différent et combatif, ne permettant plus qu'une négociation pour les couches supérieures techniquement les plus aguerries. Après des décennies de guerre de classe, le patronat adopte des positions extrêmement dures, provoquant des échec et mat.

Les grandes inconnues du Conte 2

Or, qui sème le vent ramasse la tempête, dit-on. C'est la première grande inconnue pour le gouvernement. La seconde inconnue réside dans la reprise de la pandémie qui, si elle se fait virulente, mettra en évidence le fait que rien d'essentiel n'a changé depuis l'urgence du printemps, sinon un modeste accroissement des postes de travail en soins intensifs. La troisième inconnue consiste dans les retombées, sur la population et sur la consommation, de nouvelles et plus rigides mesures de confinement. La quatrième inconnue provient des tensions militaires qui se multiplient dans le Bassin méditerranéen de la Libye au Caucase. La cinquième est liée au résultat des élections aux Etats-Unis et, avec l'éventualité d'une victoire de Jo Biden, par le durcissement de la Maison blanche envers la Chine et la Russie, Biden ayant répétitivement accusé Donald Trump de faiblesses à ce sujet. La sixième inconnue ressort aux conflits non résolus internes à l'UE, autour des rythmes et des modalités de démarrage du *Recovery Fund* et de la dispute sur le *Mécanisme européen de stabilité*. Enfin, la septième inconnue pourrait venir d'une scission du M5S et de ses conséquences sur la coalition gouvernementale. Tout cela alors que s'annonce, pour fin décembre 2020, la fin du blocage des licenciements pour les salarié·e·s sous contrat de durée indéterminée ainsi que l'échéance des délais supplémentaires accordés au chômage partiel.

Voilà pourquoi les estimations qui considèrent le gouvernement Conte 2 comme stabilisé, suite aux dernières élections régionales et locales, me semblent superficielles. Ces élections ont certes signifié l'échec de l'assaut de la Lega de Salvini visant la région Toscane, après avoir essuyé une défaite analogue en Émilie-Romagne. Mais elles ont également été le théâtre de l'effondrement du M5S, devenu à la fois le parti de la majorité relative au Parlement et un parti lacéré par une vraie guerre interne qui, pour l'heure, ne le fait pas exploser uniquement parce que les appétits gouvernementaux ont le dessus. Par ailleurs le gouvernement doit faire face à ce que l'on nomme le «parti des gouverneurs», acclamés par les médias comme «les nouvelles stars de la politique», personnalisant la tentative des secteurs les plus habiles de la classe dominante de régionaliser au maximum la classe des salariés et de contenir le pouvoir

de disposition du gouvernement sur les 209 milliards d'euros provenant du *Recovery Fund* de l'Union européenne.

Ce sont là les principales nouveautés issues des élections des 20 et 21 septembre de cette année. Pour le reste il est désormais clair qu'environ 40% des personnes ayant le droit de vote ne l'exercent pas et qu'il s'agit principalement de salariés. Dans quelques cas s'est produite une légère remontée des taux de participation, globalement de 3 ou 4%, par exemple en Vénétie et en Campanie, cependant la participation reste entre 53% en Ligurie et 62% en Toscane, où s'est déroulée la campagne électorale la plus incertaine et la plus agitée. C'est une information trop souvent oubliée dans les bilans électoraux qui redimensionne les «triumphes» que l'on attribue à certains gouverneurs: celui qui a recueilli le plus de suffrages, Luca Zaia, en Vénétie, a obtenu un spectaculaire 76.8% des votes mais, calculé sur le total des votes et des abstentions, cela devient 46.2%. À la même date on votait sur le référendum de réduction des parlementaires (réduction d'1/3 des membres des Chambres), avec un taux de participation de 54%, soit 11% de moins que lors du référendum de 2016 sur un sujet relativement similaire. Le oui l'a emporté à 69%, un vote clairement favorable dans les circonscriptions populaires, défavorable dans les zones urbaines plus riches.

Les grandes manœuvres

De grandes manœuvres sont également en cours. Il est clair que les secteurs les plus importants de la classe dominante, une fois acquise la normalisation du M5S, sont à l'œuvre pour normaliser la Lega de Salvini, travaillée aujourd'hui par de fortes pressions favorables à un tournant vers le centre, en matière de politique européenne et italienne. Il s'agit aussi d'être prêt, en cas d'urgences nouvelles et plus graves, à participer à un gouvernement d'unité nationale, conduit ou non par Mario Draghi, ex-vice-président de Goldman Sachs, ex-gouverneur de la Banque d'Italie et ex-président de la Banque centrale européenne. La droite est en pleine phase de restructuration, avec une montée en puissance de Fratelli d'Italia, de Giorgia Meloni, qui pourrait être à même d'obtenir, dans relativement peu de mois, l'adoubement européen comme celui du Pentagone, tous deux en quête d'une nouvelle référence qui puisse combler, au moins partiellement, le vide laissé par le crépuscule de Silvio Berlusconi. Pour l'heure le PD est le parti de confiance du grand capital, tant européen qu'états-unien, mais cela ne va pas suffire à garantir la stabilité lors des turbulences à venir.

D'autres grandes manœuvres se déroulent dans le domaine financier, avec un repositionnement de l'Italie aux côtés de l'Allemagne, en butte à la France *déloyale*, mais en même temps aux côtés des Etats-Unis en garantissant inconditionnellement à leur appareil militaire l'usage du territoire national du Nord au Sud. Bref, tout est en mouvement, les dotations en armements atomiques sur le plan mondial, les situations économiques nationales et internationales, avec le début d'une crise historique du capitalisme, de profondes transformations socio-politiques.

Dans ce contexte, sur le plan interne, l'exacerbation des contradictions sociales est probablement l'inconnue majeure pour la stabilité du gouvernement en place, comme pour les perspectives de la domination capitaliste de la société. Le contexte est inquiétant, constitué par l'accroissement massif du chômage (on estime qu'il peut atteindre les 2 millions d'unités, qui s'ajouteraient aux 3 millions de chômeurs officiels et aux 3 millions de sans emplois), par les formes les plus extrêmes de précarité, par l'aggravation de la charge de travail professionnel et de *care* pour les femmes [8], par les tentatives de généraliser le travail à domicile partout où cela est possible, présenté dans ce cas comme *smart working*, par

l'inadéquation de plus en plus grave entre mesures d'austérité (le gouvernement a d'ores et déjà annoncé la prochaine fin de Quota 100, le correctif à la dureté de la loi sur les retraites, ainsi que des diminutions du revenu de citoyenneté), par les carences structurelles devenues vraiment critiques des systèmes sanitaire et scolaire, par les atteintes dévastatrices à l'environnement et au territoire. Il est hors de doute que ces contradictions finiront par se coaguler de manière explosive, redonnant un rôle de premier plan à la classe des travailleurs. (Article reçu le 7 octobre 2020; traduction par Dario Lopreno)

Pietro Basso, sociologue, membre de la rédaction de *Cuneo rosso*

[3] Giorgio Agamben, Stato di eccezione e stato di emergenza, 30/07/2020, sur <https://www.quodlibet.it/giorgio-agamben-stato-di-eccezione-e-stato-di-emergenza>

(4) Iside Gjergji, *Immigrazione e infra-diritto: dal governo per circolari alla tweet-governance*, en voie de publications dans la revue *Etica e politica*, Trieste.

[5] Carlo Di Foggia, Il "Sussidistan" è il paese della Confindustria, *Il fatto quotidiano*, 01/10/2020. Le terme « Sussidistan » a été utilisé en premier par le président de l'association patronale Confindustria, pour qualifier l'Italie comme pays aux subsides «excessifs» octroyés aux salariés.

[6] Carlo Bonomi (Confindustria): li vogliamo lavoratori-soldati, blog *Il pungolo rosso*, 23/05/2020, sur <https://pungolorosso.wordpress.com/2020/05/23/bonomi-confindustria-li-vogliamo-lavoratori-soldati/>.

[7] Le *welfare d'entreprise* ou *welfare contractuel* consiste dans des augmentations salariales octroyées principalement sous forme de prestations patronales pour la prévoyance et la santé, mais aussi pour nombre d'autres prestations en nature, y compris des prestations de retraite hors système de retraite, inscrites dans le contrat collectif complémentaire de travail. [ndt]

[8] Le donne nella tempesta della crisi, *Il pungolo rosso*, 10/05/2020, <https://pungolorosso.wordpress.com/2020/05/10/le-donne-nella-tempesta-della-crisi/>